

Fillon : « Je sens un retour »

C'est dans les Alpes-Maritimes que François Fillon entame aujourd'hui sa dernière semaine de campagne avant le premier tour. Le candidat de la droite est plus que jamais convaincu de ses chances

Il ne semble ni stressé, ni impatient. À la veille de sa venue à Nice pour un de ses derniers grands meetings, François Fillon a répondu à nos questions par téléphone depuis le jardin de sa maison de la Sarthe où il goûtait hier après-midi quelques rares instants de tranquillité, une semaine avant le premier tour. L'ex-Premier ministre l'assure : les électeurs de droite écoeurés par les affaires sont en train de rentrer au bercail et assureront sa qualification pour le second tour. Il fait le pari qu'entre la menace Le Pen et la peur de Mélenchon, la France de droite se ressaisira au moment de glisser un bulletin dans l'urne. De la même manière, les barons de la droite rentreront tous dans le rang, garants d'une unité indispensable. François Fillon lui-même devrait d'ailleurs jouer la carte du rassemblement cet après-midi à Nice où il prévoit de déjeuner avec Eric Ciotti, mais aussi Christian Estrosi, deux semaines après les sifflets à l'encontre de ce dernier à Toulon. Des images qui feraient carrément désordre à Nice, à moins d'une semaine du scrutin...

Interview : DENIS CARREAUX
dcarreaux@nicematin.fr
Photos : François Vignola
fvignola@nicematin.fr



« Cette campagne, elle m'a durci, elle a démontré ma capacité de résistance. »

« Il y a un désir d'alternance très puissant » C'est dit !

Quel est votre état d'esprit à moins d'une semaine du premier tour ?

Je suis concentré sur mon objectif fondamental : le redressement de la France. Notre pays est dans une situation très difficile. Nous sommes au bord de la faillite économique et financière, dans un contexte de grande tension sur le plan social et dans une situation internationale très dangereuse. Cette élection doit permettre de répondre à ces menaces et à ces dangers.

Qu'est-ce qui fait que vous êtes si sûr de vous qualifier pour le second tour ?

Cela tient au ressenti que j'ai du terrain mais aussi à ma connaissance de la situation politique de notre pays. Il y a un désir d'alternance très puissant, une base électorale de droite et du centre qui a pu être déstabilisée par le climat de ces dernières semaines mais qui a le désir de sortir d'un quinquennat désastreux. J'ai aussi la conviction que les Français n'ont pas envie de se lancer dans une aventure extrémiste avec Mélenchon et Mme Le Pen. Cet ensemble d'éléments me fait dire que l'électorat de droite va rentrer dans le lit du fleuve. Nous aurons à la fin une majorité de Français en faveur de l'alternance.

C'est un peu le choix de la raison dans la dernière ligne droite...

Je le pense. Il y a une crise politique majeure dans notre pays. Si je propose un programme radical, c'est

parce qu'il faut en finir avec cette manière qu'on a eue de faire de la politique depuis trente ans, qui consiste à essayer de séduire les électeurs plutôt que d'apporter des solutions.

Est-ce que vous sentez une dynamique comparable à celle des derniers jours avant la primaire ?

Je sens un retour de l'électorat de droite sur ses fondamentaux. Celui-ci a été troublé après la primaire par une opération de déstabilisation organisée par un pouvoir qui ne peut pas se maintenir dans une élection à la loyale. Avec le temps et les excès de ceux qui m'attaquent, l'électorat de droite qui représente 30 à 35 % des Français revient sur ses bases. Je vais en récupérer une grande partie et cela va me conduire à être au second tour.

Si vous êtes présent au second tour, vous n'avez aucun doute sur le résultat, quel que soit le candidat ?

Je ne peux pas dire ça. Ce sont les Français qui décident. Je crois qu'ils ont compris que l'extrême droite est une aventure qui ne mène nulle part. Sortir de l'Europe, de l'euro, c'est la plongée vers l'inconnu. Ils ont aussi compris que le retour au marxisme, au communisme, à l'adoration des régimes sud-américains n'était pas une solution.

Comment comptez-vous rassembler entre les deux tours ? Comment réunir votre famille pour vous

garantir une majorité confortable ?

Ma famille a été fracturée par les primaires. Elle a été ensuite déstabilisée par la violence des attaques. Surtout, ce sont les électeurs qui décident. Journée après journée, meeting après meeting, je vois le rassemblement s'opérer. Si je suis au second tour, tous les responsables de la droite et du centre seront derrière moi et on gagnera les législatives.

Lors de votre meeting Porte de Versailles, vous avez dit : « Je ne vous demande pas de m'aimer ». Pourquoi ? Une élection présidentielle, c'est un programme. C'est aussi l'adhésion à un homme, à une personnalité...

Je suis convaincu depuis longtemps qu'on a trop tendance à personnaliser l'élection présidentielle, à en faire une affaire d'émotion au détriment de la mise en œuvre d'un vrai programme de réforme. Le président de la République est là pour diriger le pays, réformer, prendre des décisions difficiles. On a eu ces dernières années des présidents tellement obsédés par la volonté de se faire aimer et réélire qu'ils en ont oublié l'intérêt général. Le message que j'ai voulu envoyer, c'est que j'étais déterminé à conduire les changements. Je ne changerai pas de politique et d'avis au gré des sondages et des commentaires.

En quoi estimez-vous être

le seul candidat susceptible redresser la France ?

Je suis le seul à proposer un programme d'alternance. On a aujourd'hui une majorité de candidats extrémistes qui proposent des révolutions. M. Mélenchon veut nous mettre 175 milliards de dépenses supplémentaires et changer de constitution. On a Mme Le Pen avec un programme pas très différent. Et puis on a Emmanuel Macron qui propose en gros de continuer, avec quelques inflexions, la politique conduite par Hollande. Je suis le seul à proposer une rupture. J'ai dit à Versailles que j'étais animé par un remords : appartenir à une génération qui n'a pas réussi à changer le cours des choses, à réduire le chômage, à rendre son rang à la France. Je veux terminer ma vie politique en ayant corrigé cette erreur.

Serez-vous réellement en capacité de réformer ? La campagne que vous vivez depuis deux mois, les affaires ne vous ont-elles pas fragilisé ?

Je pense que c'est le contraire. Cette campagne, elle m'a durci, elle a démontré ma capacité de résistance. Ceux qui croient que j'ai traversé trois mois aussi personnellement difficiles pour me coucher devant la première manifestation venue se trompent. J'ai fait des réformes délicates : France Telecom, l'Ecole, la réforme des retraites en 2003. Je suis toujours allé au bout.

« La question du rassemblement face à l'extrême droite, ça sera la question de conscience posée à tous les républicains. »

« J'ai demandé à Jean-Jacques Bourdin de changer la date de son émission. Je lui ai proposé trois dates. Il s'est précipité sur les télévisions pour expliquer que j'avais peur. Il m'a même traité de menteur. Il y a un moment où chacun doit rester à sa place. »

« S'il y a des élus qui se sont écartés pour des raisons de fond ou des ambitions personnelles, les électeurs se chargent de les ramener. »



de l'électorat de droite »

« Faire alliance avec tous ceux qui peuvent lutter contre le terrorisme »

La France vit plus que jamais sous la menace terroriste. Que ferez-vous pour protéger les Français ?

Cette menace, je la prends très au sérieux. Elle n'est pas seulement terroriste. Nous sommes en présence d'un nouveau totalitarisme, comme on a connu le nazisme au XX^e siècle, avec des gens qui sont décidés à imposer un régime totalitaire basé sur une caricature de l'islam au Pakistan, en Afghanistan, en Syrie, en Irak, au Yémen, en Afrique occidentale. C'est un danger majeur qui nécessite une mobilisation totale des pays occidentaux. Ils doivent faire alliance avec tous ceux qui sont en mesure de lutter contre ce totalitarisme, notamment les Russes et les Iraniens.

Comment lutter plus efficacement contre le terrorisme sur notre territoire ?

Nous avons dans la législation française un arsenal de dispositions que nous n'utilisons pas. Contre ceux qui sont partis faire le djihad en Syrie ou en Irak, il y a une disposition datant du Front populaire permettant de leur retirer la nationalité française et de les empêcher de revenir. Pour les fichés S, il existe une disposition oubliée du droit français qui veut que tous ceux qui sont soupçonnés d'intelligence avec l'ennemi peuvent être arrêtés, interrogés et le cas échéant condamnés. Je propose aussi qu'on expulse tous les étrangers représentant une menace pour la sécurité nationale et qu'on encadre le culte musulman de manière à

éviter de laisser se développer les extrémismes.

Vous rencontrez ce lundi à Nice les représentants de l'association de victimes de l'attentat du 14-Juillet Promenade des Angés. Que leur direz-vous ?

Je vais les écouter avec le plus grand intérêt. Je suis plein de compassion pour ces personnes. L'attentat de Nice a été épouvantable par son ampleur, par ses conséquences. Ils voudraient que le président de la République vienne à Nice pour le 14-Juillet. Cela doit être possible. On doit pouvoir à la fois organiser les cérémonies du 14-Juillet à Paris parce qu'il ne faut rien changer à nos traditions pour la Fête nationale, et venir également à Nice.

« Mon obsession : éviter la guerre »

Vous avez assisté samedi soir à une célébration de Pâques dans une église copte et appelé à défendre les chrétiens d'Orient. Comment les aider ?

Nous assistons à un massacre permanent des chrétiens d'Orient dont tout le monde se fiche. La communauté internationale est, totalement muette et la France n'est pas franchement aux avant-postes dans ce combat. C'est scandaleux. Les chrétiens d'Orient ne menacent personne. Au motif qu'ils sont chrétiens, de nombreux responsables politiques ont une sorte de complexe à les défendre. Par ailleurs, le jour où les chrétiens auront disparu d'Orient, la diversité aura disparu. Il faut une mobilisation internationale, des moyens militaires pour leur permettre de retourner dans leurs

pays d'origine. Il faut mettre de l'argent pour les réfugiés et il faut nommer aux Nations Unies une personnalité en charge spécifiquement de la question des chrétiens d'Orient.

La situation internationale est très tendue. La Corée se dit prête à la guerre, des attaques chimiques ont été perpétrées en Syrie. Quelle doit être la place de la France, comment sa voix doit-elle porter ?

La France ne sert à quelque chose que si elle a une voix originale et indépendante. Si son rôle se résume à mettre trois bombes là où les Américains en mettent 150, cela ne sert à rien. C'est malheureusement sa politique depuis cinq ans. Mon obsession, c'est d'éviter la guerre et l'affrontement

avec les grandes puissances. Nous avons un président américain imprévisible, c'est le moins qu'on puisse dire, une Russie qui, à mon sens, a été poussée à la faute, au repli sur soi et au nationalisme. Elle est aujourd'hui dans cette trajectoire, donc elle est dangereuse. Ces deux pays, ce sont les arsenaux nucléaires les plus importants au monde. Le rôle de la France, ce n'est pas de soutenir les États-Unis envers et contre tout contre la Russie, mais au contraire de se mettre au milieu et de déployer tous ses efforts pour essayer de renouer le dialogue et trouver des solutions. La France n'a jamais été aussi forte et aussi entendue que quand Chirac a dit non à la guerre en Irak. Cet enseignement a été totalement oublié par François Hollande.

« Je n'ai jamais incité à siffler qui que ce soit »

Vous êtes en meeting ce lundi à Nice. C'est important pour vous de vous adresser aux électeurs du sud-est quelques jours avant le premier tour ?

C'est un rendez-vous auquel j'attache beaucoup d'importance. Nice est une très grande ville française. C'est pour cela que j'ai décidé de terminer ma campagne avec Nice et Lille. J'ai un électorat important dans les Alpes-Maritimes. J'y ai d'ailleurs fait un très bon score à l'occasion de la primaire.

Vous attacherez-vous à afficher une image d'unité en évitant notamment les sifflets qui ont visé Christian Estrosi lors du

meeting de Toulon ?

Bien sûr. Je souhaite rassembler tout le monde. Je n'ai jamais incité les militants et les sympathisants à siffler qui que ce soit. Cela me désole quand cela arrive. Il m'est arrivé moi-même de me faire siffler. Ce sont des comportements que je n'approuve pas. J'espère que la journée que nous allons organiser demain à Nice et qui va me permettre de rencontrer en même temps Christian Estrosi et Eric Ciotti dès le déjeuner permettra de rassembler tout le monde. Je souhaite qu'une dynamique s'organise derrière ma candidature, certainement pas une mécanique d'exclusion.

Eric Ciotti fait partie de vos plus solides soutiens. Que vous apporte-t-il dans cette campagne ?

Il est très engagé. Il a fait des propositions très fortes et très construites sur les questions de sécurité. Il est incontestable que dans une campagne aussi difficile que celle que je viens de connaître, on ne peut pas ne pas attacher de l'importance à l'engagement des uns et des autres, à la force de leur combat et à leur loyauté. Même si nous nous sommes éloignés un petit moment, Eric Ciotti fait partie des soutiens très solides dans la campagne que je conduis.



Affaires : « Ceux qui ont voulu m'abattre en ont trop fait »

Les électeurs comprennent-ils que vous refusiez désormais de vous exprimer sur les affaires ?

Je le crois. Cela se voit dans les enquêtes d'opinion. Il y a un tel acharnement, c'est devenu tellement ridicule que cela ne marche plus. Ceux qui voulaient m'abattre en ont trop fait. Tous les matins, il y a une nouvelle histoire, une nouvelle pseudo-révélation.

On enquête en permanence sur ma vie et on lance les rumeurs les plus folles. J'ai tout entendu : j'aurais une Ferrari cachée dans ma grange, le repas d'enterrement de ma mère aurait été payé par des entreprises, je serais intervenu pour améliorer les notes de bac de mon fils... Plus on en fera pour m'attaquer, plus l'électorat de droite, qui n'est pas dupe, va se solidariser.

Sens commun : stop à la « police de la pensée »

Vous n'avez pas écarté la participation de Sens commun au gouvernement. N'avez-vous pas peur d'un effet repoussoir pour une partie de votre électorat ?

Je n'ai donné aucune indication sur mon gouvernement parce que je ne veux pas composer une équipe avant d'avoir gagné. Cela serait très arrogant. J'ai répondu à une question qui m'était posée en disant que je ne supporte pas qu'on traite une partie des Français comme des citoyens de seconde zone. Personne n'est exclu du gouvernement que j'entends composer. On ne me pose

pas la question de savoir s'il y aura des francs-maçons ou des gens de gauche dans mon gouvernement. Ce que j'appelle la police de la pensée est de plus en plus forte dans notre pays. Cela m'est insupportable. Si je gagne cette élection présidentielle, ce sera en partie une réaction d'une partie des Français face à cette police de la pensée. Il n'est pas politiquement correct d'être allié à Sens commun, de dire que la Russie doit jouer un rôle important à l'avenir... Les Français veulent de la liberté et de l'efficacité, pas du politiquement correct.